



HAL
open science

La République fédérale démocratique en marche: Crise politique, état de grâce et avancée néolibérale en Éthiopie

Mehdi Labzaé, Sabine Planel

► **To cite this version:**

Mehdi Labzaé, Sabine Planel. La République fédérale démocratique en marche: Crise politique, état de grâce et avancée néolibérale en Éthiopie. *Politique africaine*, 2018, 150 (2), pp.161. 10.3917/polaf.150.0161 . hal-04275187

HAL Id: hal-04275187

<https://hal.science/hal-04275187v1>

Submitted on 17 Dec 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DÉMOCRATIQUE EN MARCHE : CRISE POLITIQUE, ÉTAT DE GRÂCE ET AVANCÉE NÉOLIBÉRALE EN ÉTHIOPIE

Editions Karthala | « Politique africaine »

2018/2 n° 150 | pages 161 à 178

ISSN 0244-7827

ISBN 9782811125707

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2018-2-page-161.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Editions Karthala.

© Editions Karthala. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

CONJONCTURE

MEHDI LABZAÉ ET SABINE PLANEL

LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE
DÉMOCRATIQUE EN MARCHÉ :
CRISE POLITIQUE, ÉTAT DE GRÂCE
ET AVANCÉE NÉOLIBÉRALE
EN ÉTHIOPIE

Les événements qui ont succédé à la démission du Premier ministre éthiopien Hailemariam Dessalegn le 15 février 2018 ont mis d'accord journalistes, diplomates et sens commun à Addis-Abeba : la situation s'améliore¹. Alors qu'il y a moins d'un an, l'Éthiopie semblait plongée dans une crise politique sans précédent depuis la fin de la guerre civile en 1991, tout le monde loue aujourd'hui l'action du successeur d'Hailemariam à la primature, Abiy Ahmed Ali. La surprise n'est pas feinte, après près de trois ans de manifestations, de répression et d'état d'urgence.

Quelques jours après sa nomination comme Premier ministre, Abiy Ahmed entamait une tournée des régions d'Éthiopie, privilégiant les lieux où la violence politique avait fait le plus de victimes. Investi le lundi 2 avril, il était le samedi à Jigjiga, afin de trouver une solution aux conflits répétés entre Oromo et Somali sur les zones frontalières de leurs deux régions². Le jeudi suivant, on l'a vu visiter la ville étudiante d'Ambo, centre de la contestation lancée en Oromia contre le *Master Plan* d'Addis-Abeba³. Aux premières visites dans le pays ont succédé les tournées internationales, en privilégiant les voisins : Djibouti, puis l'Arabie saoudite où, dans une déclaration destinée à l'opinion publique nationale, Abiy Ahmed a annoncé avoir négocié avec ses hôtes la libération de 1 000 prisonniers éthiopiens des geôles du royaume. À sa descente d'avion, il n'a fait que quelques mètres en voiture pour aller délivrer un discours fleuve et *pro-business* aux classes moyennes et supérieures d'Addis-Abeba rassemblées au Millenium Hall. Mais le coup de tonnerre

1. Cet article a bénéficié des remarques de René Lefort et de Jean-Nicolas Bach que nous remercions chaleureusement.

2. D. Berhane, « Oromia-Somali Crisis: Dozens Killed, Thousands Displaced », *Horn Affairs*, 15 septembre 2017; D. Berhane, « Fifty Thousands Displaced, Evicted in Oromia-Somali Crisis », *Horn Affairs*, 16 septembre 2017.

3. « PM Abiy Ahmed Visits Ambo, Protests Epicenter in Search of Answers », *Addis Standard*, 12 avril 2018.

Conjoncture

est arrivé le 26 mai, lorsqu'Andargachew Tsigé, emprisonné depuis 2014 et numéro deux de Ginbot 7, parti considéré comme terroriste par le gouvernement, fut libéré aux côtés de plusieurs centaines d'autres prisonniers politiques dans tout le pays. Le lendemain, Andargachew et Abiy étaient photographiés, tout sourire, dans un couloir du palais de la primature. La photo a fait le tour des réseaux sociaux. Un signal fort qui venait renforcer une amnistie plus générale engagée quelques mois plus tôt par Hailemariam Dessalegn concernant les milliers de détenus politiques, dont beaucoup de jeunes manifestants. Dans le même temps, le gouvernement entamait des négociations avec 14 partis d'opposition. Le 5 juin, le comité exécutif du Front démocratique révolutionnaire des peuples éthiopiens (Ethiopian Peoples' Revolutionary Democratic Front, EPRDF), le parti au pouvoir, déclarait dans un communiqué d'abord publié sur sa page Facebook que le gouvernement allait désormais appliquer pleinement les accords d'Alger, abandonnant le territoire de Badme à l'Érythrée⁴. Un cavalier législatif plus révélateur encore se cachait dans ce communiqué : la privatisation partielle ou totale de quelques fleurons du secteur para-public éthiopien – Ethiopian Airlines, EthioTelecom, Metec ou l'Ethiopian Sugar Corporation –, tous confiés à des proches du pouvoir, gérant notamment les grands chantiers d'infrastructure publique, fers de lance du régime et de son action développementale. Deux jours plus tard, le Premier ministre ordonnait la mise à la retraite de Samora Yunis, le chef d'état-major des armées, après avoir fait de même pour une poignée d'anciens conseillers et de hauts fonctionnaires, pour la plupart tigréens. Les chaleureuses accolades entre Issayas Aferworki et Abiy Ahmed à l'arrivée de ce dernier à Asmara, puis la signature dans la foulée d'une déclaration « de paix et d'amitié » par les deux dirigeants témoignent de la détermination du Premier ministre à marquer les consciences.

La liste des décisions marquant une rupture prises par Abiy Ahmed n'en finit plus. Sur le papier et derrière les écrans, tout semblait aller dans le sens d'une grande libéralisation, pacifique et réconciliatrice, jusqu'à ce qu'un attentat à la grenade vienne perturber la grande manifestation de soutien au Premier ministre, le 23 juin 2018. Mais derrière l'attitude réformatrice et conciliante du nouveau leader éthiopien, qu'attendre de cette séquence inédite pour la République fédérale ? À l'heure actuelle, on peut seulement tenter de rendre intelligibles ces bouleversements qui affectent le pays en profondeur, en retraçant l'histoire des quelques années de crise politique qui en ont été la matrice. Abiy Ahmed est le produit d'un système qu'il promet de réformer en profondeur, allant jusqu'à questionner la structure fédérale du régime,

4. <<https://www.facebook.com/EPRDFofficial/photos/pb.638033519551218-2207520000.1528272074./1843872938967264/?type=3&theater>>, consulté le 7 juin 2018.

cette dernière contribuant aux multiples tensions locales à l'origine de la crise générale. Le nouveau Premier ministre prône une libéralisation tant politique qu'économique, mais les avancées sur le plan politique semblent plus nuancées que la mise aux normes du marché que laissent entrevoir les premières mesures d'Abiy. De ce point de vue, le moment actuel est bien néolibéral, en faisant de l'articulation au marché le cœur du projet étatique, lequel opère peu à peu dans tous les secteurs de l'action publique. Il supplante ainsi l'encadrement partisan autoritaire de la population qui a prévalu pendant les 25 dernières années⁵ et l'idéologie développementale dans une certaine mesure. L'ouverture politique accompagne ainsi la multiplication des mobilisations locales aux formulations identitaires, en particulier depuis 2014. Si les mobilisations actuelles semblent spontanées, et tolérées voire légitimées par les discours de l'actuel Premier ministre, elles relèvent cependant toujours d'une régulation ethno-fédérale plus ancienne qui conditionne à la fois la répartition des pouvoirs, la territorialisation des identités et le partage des ressources. Un premier développement dresse une rapide histoire événementielle des mobilisations depuis 2014 et en restitue les origines. La seconde partie du texte se penche sur les conditions qui ont rendu possibles de telles évolutions, en détaillant les enjeux internes à l'EPRDF et en mettant l'accent sur les changements économiques en cours, qui marquent l'accélération de l'entrée de l'Éthiopie dans l'économie de marché et accusent sa conversion au néolibéralisme.

2014-2017 : DU MASTER PLAN À LA CRISE POLITIQUE GÉNÉRALE

Si l'année 2016 a sans aucun doute été la plus meurtrière du point de vue de la répression des oppositions en Éthiopie, la séquence contestataire dont on semble aujourd'hui récolter les fruits commence en 2014, avec l'adoption par la municipalité d'Addis-Abeba et la région Oromia d'un plan d'urbanisme intégré, le *Master Plan* d'Addis-Abeba. Cette mesure a été à l'origine de la contestation, sans doute parce qu'elle engage plus que tout autre les modalités d'accès à la ressource foncière très convoitée des périphéries de la capitale, non pas pour le plus grand nombre mais pour les catégories sociales qui donnent le la en matière de commentaire politique : élites urbaines et Éthiopiens de la diaspora.

5. T. Hagmann et J. Abbink, « Twenty Years of Revolutionary Democratic Ethiopia, 1991 to 2011 », *Journal of Eastern African Studies*, vol. 5, n° 4, 2011, p. 579-595.

Le Master Plan d'Addis-Abeba et les révoltes en Oromia

Le plan prévoyait l'extension territoriale de la municipalité de la capitale fédérale sur le territoire de l'Oromia. Le gouvernement arguait d'un meilleur accès aux services publics de proximité pour les habitants péri-urbains d'une ville en constante expansion, mais nombre de militants oromo y ont vu la préparation d'expropriations foncières à venir, sur le modèle de celles qui avaient déjà eu lieu au cours des années précédentes autour de la capitale⁶. Au printemps 2014, les campus des villes universitaires de l'Oromia (Ambo, Nekemte, Diré-Dawa) entrèrent en ébullition et ne tardèrent pas à rencontrer une répression féroce⁷. Jusqu'à fin 2015, le mouvement se propagea dans les campagnes de l'Oromia, les manifestations faisant suite à divers mouvements locaux antérieurs, qu'il s'agisse d'oppositions à des expropriations foncières ou de la poursuite des mobilisations d'une partie des musulmans éthiopiens, à l'été 2012⁸. En écho aux protestations estudiantines, les paysans (particulièrement en bordure des petites villes) exprimaient spontanément une succession de revendications et de reproches : prix prohibitif de l'engrais, marges jugées injustes des gros commerçants locaux, mobilisations contre les expropriations liées au développement de l'agro-industrie, et bientôt liberté des prisonniers politiques et respect du droit de manifestation. Les revendications dépassèrent ainsi largement la seule opposition au *Master Plan* : au cours de l'été 2016, les attaques de petites entreprises privées à travers la région se sont multipliées, traduisant l'exaspération de jeunes locaux face à l'inégale redistribution des fruits de cette croissance économique à deux chiffres dont se targuait le gouvernement depuis plusieurs années. Si certains slogans critiquaient l'Organisation démocratique du peuple oromo (Oromo People's Democratic Organization, OPDO), branche de l'EPRDF au pouvoir en Oromia, il semble que les cadres intermédiaires de ce parti se sont d'emblée mobilisés contre le *Master Plan*, incitant les jeunes de la région à faire de même. Dans le Wellega (Bako, Nejjo, Dembi Dollo), les grands axes routiers furent coupés pendant plusieurs jours et les voitures des administrations systématiquement attaquées. Les campagnes environnantes connurent des soulèvements paysans où les « *model farmers* », outils de la mobilisation partisane

6. J.-N. Bach, « L'Éthiopie après Meles Zenawi : l'autoritarisme ethnique à bout de souffle ? », *Politique africaine*, n° 142, 2016, p. 5-29.

7. Amnesty International, « *Because I am Oromo* » : *Sweeping Repression in the Oromia Region of Ethiopia*, Londres, Amnesty International, 2014.

8. J. Abbink, « Religious Freedom and the Political Order: The Ethiopian "Secular State" and the Containment of Muslim Identity Politics », *Journal of Eastern African Studies*, vol. 8, n° 3, 2014, p. 346-365.

des paysans, furent violemment pris à partie, voyant parfois leurs récoltes mises à feu⁹.

Les forces de sécurité tuèrent plusieurs centaines de personnes dans les manifestations, quand plusieurs milliers d'autres furent emprisonnées ou envoyées dans des « camps de rééducation ». Le festival culturel oromo Irreecha, le 2 octobre 2016, vit la mort de plusieurs centaines de personnes lors d'un mouvement de foule dont la responsabilité fut vite imputée aux forces de sécurité présentes sur place : si le gouvernement reconnut la perte de 55 vies, les groupes d'opposition dénombèrent plus de 650 disparus¹⁰. Perçu comme un affrontement majeur entre les populations et les forces de l'ordre, cet événement entraîna la proclamation de l'état d'urgence quelques jours plus tard. D'octobre 2016 à août 2017, les rassemblements furent interdits, tout comme la consultation de certains médias, l'accès à certaines localités, les grèves, ou la fermeture des commerces et des administrations en dehors des horaires habituels, alors que les diplomates étrangers étaient sommés de ne pas s'éloigner au-delà d'un rayon de 40 km autour d'Addis-Abeba. Des camps de rééducation furent ouverts et l'ensemble du dispositif punitif renforcé, notamment par une mobilisation accrue de la police fédérale, de l'armée, mais également des milices locales. Il faut dire que, depuis l'été, les manifestations avaient gagné la région Amhara.

*« Les Tigréens ont dit que les Amhara du coin sont des ânes » :
Qemant, Wolqayt et l'extension des émeutes en région Amhara*

Pour le gouvernement d'Hailemariam Dessalegn, le coup de chaud eut lieu lors de l'été 2016. Alors que les forces de sécurité étaient occupées à réprimer les émeutiers oromo, des manifestations de grande ampleur éclatèrent à Gonder, Bahr Dar et dans les autres villes de la région Amhara, rencontrant une répression tout aussi féroce que dans la région voisine. Dès début juillet, les manifestants de Gonder dénonçaient l'arrestation des leaders du comité Wolqayt, groupe de notables locaux rassemblés pour réclamer le rattachement à la région Amhara de la localité de Wolqayt, administrée par le Tigray

9. Sur les « model farmers », voir R. Lefort, « Free Market Economy, "Developmental State" and Party-State Hegemony in Ethiopia: The Case of the "Model Farmers" », *The Journal of Modern African Studies*, vol. 50, n° 4, 2012, p. 681-706.

10. Voir Human Rights Watch, « "Fuel on the Fire" : Security Force Response to the 2016 Irreecha Cultural Festival » [en ligne], 19 septembre 2017, <<https://www.hrw.org/report/2017/09/19/fuel-fire/security-force-response-2016-irreecha-cultural-festival>>, consulté le 13 septembre 2018.

Conjoncture

depuis 1991. Comme en Oromia, ils élargirent bien vite leurs revendications au-delà de la question de Wolqayt, dénonçant la mainmise des Tigréens sur l'économie du pays, l'inégalité du développement économique, la corruption, le chômage des jeunes et, bien sûr, la répression. Encouragés par des médias de la diaspora s'employant à démontrer, depuis les États-Unis, le rattachement historique de Wolqayt au berceau Amhara, les manifestants de Gonder exhibèrent des symboles honnis du régime, à commencer par le drapeau éthiopien dépourvu de son étoile cerclée de bleu¹¹. Comme en Oromia, les étudiants de l'Université de Gonder participèrent activement à la mobilisation. Les milices des *qebelé*¹² environnants furent envoyées en ville pour suppléer l'armée dans la répression. Dans des *qebelé* ruraux au nord de Gonder, les fermiers prirent les armes pour défendre leurs fils partis manifester en ville et tués ou arrêtés par les forces de l'ordre¹³. Si la portée des manifestations a été largement surestimée dans les médias de la diaspora¹⁴, la répression fut cruelle lors de l'été 2016, dans la ville de Gonder, où plusieurs dizaines de personnes furent tuées par les forces de sécurité, comme dans les campagnes, selon le témoignage d'un paysan de Lay Armach'ho : « J'ai vu quand les forces spéciales sont venues dans les maisons chercher les gens. [...] quand les forces spéciales arrivent chez eux, armés ou pas, ils ne peuvent rien faire¹⁵ ». À Bahr Dar, le vieux général Samora Yunis organisa un pont aérien depuis la capitale pour assurer l'arrivée des forces de répression malgré les barrages routiers mis en place par des paysans armés, ici et là, sur la route menant à Addis-Abeba. Devant une telle démonstration de force du régime, les habitants des grandes villes eurent recours à un autre mode de protestation moins susceptible d'engendrer des violences : l'opération ville morte. Fin août, les rues de Bahr Dar restèrent désertes pendant plusieurs jours, les habitants restant cloîtrés chez eux en signe de protestation, fidèles à l'idée que « s'il n'y a pas

11. L'étoile cerclée de bleu fut introduite sur le drapeau vert-jaune-rouge à l'arrivée de l'EPRDF au pouvoir, en 1991. Pour de nombreux Éthiopiens, le drapeau sans l'étoile est resté un symbole du nationalisme éthiopien et de l'opposition à un EPRDF inféodé aux Tigréens.

12. Le *qebelé* est le plus petit échelon administratif éthiopien, celui où se déroule l'essentiel des interactions entre les administrés et les agents de l'État. La structure administrative éthiopienne est la suivante de « bas » en « haut » : *qebelé*, *wereda*, *zone*, État fédéré ou *killil*, État fédéral.

13. Notes de terrain, *wereda* de Debarq, novembre 2016. À la suite de la mort de deux jeunes mobilisés, un adulte des environs commente : « Ici, à Amba Giorgis, les paysans se sont soulevés, ils ont brûlé les maisons des dirigeants du *qebelé* et d'investisseurs tigréens. Ils se sont soulevés contre les miliciens pour les chasser. Car le gouvernement n'a pas à tuer nos enfants ! » Tous les propos en amharique ont été traduits par Mehdi Labzaé.

14. En octobre 2016, Esat décrivait une situation de quasi guerre civile dans des localités où nous nous trouvions et où tout était calme malgré une présence militaire renforcée sur les grands axes routiers.

15. Notes de terrain, Keber Beegziabhér, *wereda* de Lay Armach'ho, novembre 2016.

de peuple [à gouverner], il n'y a pas d'État [pour le gouverner]¹⁶», et que le contrat tacite entre le gouvernement et son peuple n'a plus lieu d'être.

Au-delà du facteur déclenchant que constitua l'affaire de Wolqayt, les mobilisations de l'été 2016 en région Amhara faisaient suite à diverses tensions territoriales qui secouaient la région depuis déjà plusieurs mois. La reconnaissance de l'identité qemant dans l'ensemble ethno-fédéral éthiopien¹⁷ en constitue la principale. En mars 2015, les autorités de la région Amhara annoncèrent l'instauration prochaine d'une *zone* qemant autonome regroupant 42 *qebelé* dont, selon certains, la ville même de Gondar¹⁸. La réaction des populations autour de Gonder ne se fit pas attendre : alors qu'une partie de la population qemant déclarait que la taille envisagée pour la *zone* était bien trop restreinte, les responsables politiques gondaris organisèrent l'opposition à une telle mesure, allant jusqu'à envoyer des milices dans les zones concernées, à l'automne 2015, pour massacrer des paysans qemant prenant à leur tour les armes¹⁹. Durant toute cette période, l'adhésion et la participation paysanne demeurèrent volatiles. Ponctuellement, quelques règlements de compte eurent lieu : « Les Amhara voulaient nous finir. Selon la loi, c'était notre droit [de nous soulever], alors maintenant le *killil* et le gouvernement nous ont envoyé l'armée qui nous protège. Mais de temps en temps encore, quand les Amhara trouvent un Qemant seul, ils vont le tuer. [...] Ça a commencé d'abord en ville, puis nous aussi à la campagne on s'est soulevés. [...] Les Amhara ont tué les gardiens de bétail, cela n'a eu lieu qu'une fois et l'armée a rendu le bétail volé. Les Amhara brûlaient aussi les récoltes. À quoi ça sert de brûler les récoltes ? Il faut les manger. Nous les Qemant, on ne brûle pas²⁰ ». Mais, dans l'ensemble, le soutien paysan s'est fait discret, de peur que leurs paroles ne révèlent une trop grande défiance à l'égard du gouvernement : « Dans notre *qebelé*, personne ne s'est soulevé, ce n'était qu'en ville. C'est une histoire de gens

16. « *Hizb keléle mengist yellem* » est une phrase régulièrement répétée dans les messages appelant à la mobilisation, les discours de sagesse populaire paysanne et les discours gouvernementaux cherchant à ancrer la légitimité des gouvernants dans leur entente supposée avec les masses.

17. Les Qemant sont un peuple résidant au nord de Gondar, dans les basses terres qui mènent des royaumes chrétiens historiques à l'actuelle frontière soudanaise. L'un des attributs identitaires à la base de cette revendication différencialiste est l'existence d'une langue qemant, attachée à la famille de l'agaw.

18. Seuls quelques intellectuels locaux et des militants de la diaspora avaient alors milité pour la reconnaissance de l'identité qemant. Voir Y. D. Belay, « Kemant(ness): The Quest for Identity and Autonomy in Ethiopia Federal Polity », *Developing Country Studies*, vol. 4, n° 18, 2014, p. 157-167. D'après nos enquêtes, le comité local identifiait 126 *qebelé* se disant Qemant.

19. Des massacres eurent lieu dans les localités de Tach Armachho, Lay Armachho, Shehedi, novembre 2016, notes de terrain. En septembre 2017, un référendum eut lieu dans 8 *qebelé* pour décider de l'instauration d'une administration qemant autonome. Les électeurs votèrent en faveur du maintien dans l'administration amhara dans sept des huit *qebelé* et le projet fut abandonné.

20. Notes de terrain, Odarga, *wereda* de Chilga, octobre 2016.

Conjoncture

qui vivent de larcins en ville [comprendre les jeunes sans emploi]. Nous, on n'a pas de problème avec le gouvernement, ni avec le bureau de l'agriculture. Notre seul problème, ce sont les mauvaises herbes²¹». Un riche fermier des basses terres de Maka explique: «Quand on embauche un journalier, on se fout qu'il soit Amhara ou Qemant. On ne fait pas de différence. Moi, je ne suis pas Amhara, je suis Qemant, je suis chrétien. Je suis du peuple Qemant, mais je vis en paix avec les Amhara. Les Amhara ne sont pas les ennemis des Qemant et les Qemant ne sont pas les ennemis des Amhara... mais les deux ont le gouvernement [mengist] pour ennemi!²²».

La question de l'identité qemant apparaissait alors comme largement pilotée par *l'establishment* de l'EPRDF, inféodé aux Tigréens, et n'a pu que renforcer le soutien des citoyens amhara aux revendications de rattachement de Wolqayt à leur région, aux dépens du Tigray. Cependant, ces débats et leurs échos ont pu localement accroître la stigmatisation des identités ethniques: «Les Tigréens ont dit que les Amhara du coin sont des ânes²³».

Les causes communes des tensions locales

L'articulation de questions territoriales et identitaires sur un fond de revendication d'une plus grande justice économique fut le cadre général des mobilisations localisées dans nombre d'autres campagnes d'Éthiopie. Au Bénishangul-Gumuz, à Gambella, dans la région Sud et le long de la frontière Oromia-Somali, ce type de mobilisations et de conflits se fait régulièrement jour depuis l'instauration du fédéralisme ethnique, mais avec une acuité renouvelée depuis le début des années 2010 et l'entrée accélérée du pays dans l'économie de marché. La conversion néolibérale ne date pourtant pas d'aujourd'hui, elle est annoncée dans les *Growth and Transformation Plans*, plans quinquennaux adoptés en 2010, puis en 2015, qui déjà renforçaient les inégalités sociales et territoriales²⁴. Les nouvelles mesures sélectives d'accompagnement social (accès au logement social en propriété privée, filets de sécurité sociaux, programmes de micro-crédit) n'améliorent pas plus la condition des plus pauvres que les politiques en faveur des pauvres qu'elles supplantent. Pire, leur caractère discrétionnaire renforce le clientélisme dans

21. Notes de terrain, Amba Giorgis, novembre 2016.

22. Notes de terrain, Maka, *wereda* de Metemma, novembre 2016.

23. Notes de terrain, Amba Yesus, *wereda* de Debarq, novembre 2016.

24. D. Mains, «Blackouts and Progress: Privatization, Infrastructure, and a Developmentalist State in Jimma, Ethiopia», *Cultural Anthropology*, vol. 27, n° 1, 2012, p. 3-27; D. Mains, *Hope is Cut: Youth, Unemployment, and the Future in Urban Ethiopia*, Philadelphie, Temple University Press, 2013.

les décisions publiques et dans l'exercice quotidien de l'action de l'État. Au final, ces mesures cristallisent à la fois l'attente, la désillusion et le mécontentement populaire, lesquels s'expriment selon une codification ethno-fédérale à travers la multiplication de mouvements populaires.

Au Bénishangul-Gumuz, l'année 2013 avait vu la tentative d'expulsion de dizaines de milliers de paysans amhara parfois installés ici depuis plus d'une génération, à la suite de déplacements spontanés ou orchestrés par la puissance publique. Le motif invoqué par les autorités régionales était la mise en place de programmes d'enregistrement foncier, lesquels entraînaient des débats sur la définition des titulaires des droits d'accès au sol dans le cadre du fédéralisme ethnique²⁵. L'objectif qui sous-tendait les plans des autorités régionales était la recherche de terres « libres », alors que le gouvernement fédéral leur intimait l'ordre de transférer des dizaines de milliers d'hectares dans une banque foncière devant permettre la distribution de ces terres à des investisseurs. Or, contrairement à la vulgate en circulation chez les élites partisans, il n'est point de « terres libres » dans les périphéries éthiopiennes, et l'identification d'hectares à mettre en culture nécessitait par définition l'expropriation de paysans déjà installés. Le système institutionnel ethno-fédéral a alors fourni les outils adéquats pour une telle création de terres vierges : les Amhara, officiellement « non-natifs » du Bénishangul-Gumuz, ont vu leur accès au sol et leur présence dans la région déclarés illégaux, et ont dû partir, avant que le gouvernement fédéral ne fasse machine arrière suite aux protestations du Mouvement national démocratique amhara (Amhara National Democratic Movement, ANDM), branche amhara de l'EPRDF.

Quelques mois plus tard, la zone Majang de la région de Gambélla allait connaître un scénario similaire, les habitants identifiés comme originaires des hautes terres étant poussés hors de la région par les élites majang locales, prétextant l'enregistrement foncier à venir²⁶. Cette fois, le conflit fut beaucoup plus violent, entraînant plusieurs dizaines de morts en quelques jours en septembre 2014. Au Bénishangul-Gumuz, à Gambella comme dans les autres régions périphériques, ces crises réactivent des débats sur la définition de la citoyenneté dans l'ensemble ethno-fédéral. Jusqu'à présent, le gouvernement y a toujours répondu d'une manière pragmatique, en assurant la victoire et le maintien sur place des populations qui s'inscrivent

25. M. Labzaé, *Le grand remaniement. Investissements internationaux, formalisation des droits fonciers et déplacements contraints de populations dans l'Ouest éthiopien*, Les cahiers du Pôle foncier, n° 8, 2014.

26. M. Labzaé, « Le fédéralisme ethnique au prisme de la formalisation des droits fonciers : le cas de la zone Majang (Gambella) », *Politique africaine*, n° 142, 2016, p. 101-120.

Conjoncture

le mieux dans les projets développementaux (agriculture modernisée, commercialisation, mode de vie sédentaire, etc.). Ces populations sont en général celles qui maîtrisent le mieux l'amharique et qui font montre d'une socialisation à l'État éthiopien plus profonde, sur une plus longue durée. Cela s'explique dans une large mesure par le fait qu'Amhara comme Oromo déplacés dans la région l'ont été dans le cadre de programmes de villagisation conduits sous le régime du Derg, qui assurait un encadrement total de la vie des habitants dans les villages nouvellement créés en périphérie²⁷.

Le conflit qui a éclaté entre les régions Oromia et Somali ressort également de ce type de tensions ethnicisées et renforcées par la crise politique que le pays traversait depuis 2014. La sécheresse de 2015-2016 a entraîné une concurrence accrue pour l'accès aux zones de pâturages entre ces deux régions. Dès décembre 2016, des conflits pour l'accès aux terres, réguliers dans la région, ont éclaté dans les zones frontalières, entraînant la mort de plusieurs dizaines de personnes aux environs de Negele Borena et le déplacement de milliers d'autres. Lemma Megersa, nouveau président de l'Oromia depuis octobre 2016, a rapidement exprimé sa solidarité avec les Oromo déplacés en se rendant sur place. L'enveniment de la situation est en partie lié à la posture loyaliste radicale des autorités de la région Somali, et notamment de son président Abdi Illey. Au pouvoir de juillet 2010 à août 2018 et emprisonné depuis, le président de la région Somali a bénéficié de la confiance des élites de l'EPRDF, qui ont résolument fermé les yeux aussi bien sur la contrebande, le détournement de fonds publics par son équipe que sur les violences répétées des forces spéciales de la région Somali (les *Somali Liyu police*). Alors que l'OPDO connaissait un bouleversement de son leadership avec l'arrivée aux affaires de Lemma Megersa et le changement de posture de cadres oromo du régime comme Abadula Gameda, les autorités de la région Somali ont considéré qu'une opposition frontale à l'Oromia permettrait en creux d'affirmer leur loyauté à des élites tigréennes arrangeantes. La *Liyu police* somali a lancé des raids sur des villages en Oromia, sans que le gouvernement fédéral ne trouve trop à redire à son protégé Abdi Illey, jusqu'à l'arrivée d'Abiy au pouvoir, qui accélérera la radicalisation de l'opposition vis-à-vis du président somali, puis entraînera l'arrestation de ce dernier²⁸. Pourtant, cette rigidification des appartenances identitaires oromo et somali doit bien être comprise pour ce qu'elle est : une contingence, dans des régions où l'identification et

27. W. James, E. Kurimoto, D. L. Donham et A. Triulzi (dir.), *Remapping Ethiopia: Socialism & After*, Oxford/Addis-Abeba/Athens, James Currey/Addis Ababa University Press/Ohio University Press, 2002.

28. « Abdi Illey Taken to Prison in the Capital Addis Ababa », *Borkena News*, 27 août 2018.

l'affiliation des personnes aux peuples oromo et somali peuvent être très fluctuantes et évolutives²⁹.

Au final, bien que quelques étudiants gonderi aient scandé « Le sang qui coule en Oromia est le nôtre », le dépassement des différences locales par les mouvements de contestation n'est pas advenu, tant la mobilisation a épousé des lignes ethniques. C'est là la principale caractéristique de la multitude des conflits et des mobilisations locales dans le pays ces dernières années : sentiments d'injustice sociale, compétitions dans l'accès à la ressource foncière et sentiments d'injustice économique sont formalisés en termes identitaires et, de fait, peinent à dépasser les clivages ethniques, urbains-ruraux ou, plus rarement, religieux. Instituée comme base de la représentation politique depuis l'instauration du fédéralisme ethnique, l'appartenance ethno-nationale est devenue le canal principal d'expression des revendications politiques. Dans un pays où près de 65 % de la population a moins de 25 ans, l'essentiel des citoyens – et *a fortiori* des étudiants – n'a connu que le fédéralisme ethnique comme système de représentation politique. Il apparaît alors moins étonnant qu'après plus d'un quart de siècle, la conscience ethno-nationale en sorte si renforcée en tant que mode d'inscription des individus dans la société politique. Les craintes formulées par Jean-Nicolas Bach avant les manifestations de l'été 2016 semblent toujours fondées : « Le fédéralisme ethnique a ethnicisé des conflits préexistants, désormais corrélés à une hégémonie largement perçue comme tigréenne³⁰ ». Les fondements de la colère résultent pourtant davantage d'un creusement des inégalités. Est alors communément identifié comme Tigréen tout investisseur venu d'ailleurs, et ses propriétés sont détruites pendant les émeutes.

2018 : VERS L'ÉTHIOPIE NÉOLIBÉRALE ?

L'accession d'Abiy Ahmed au poste de Premier ministre marque l'apogée d'une longue évolution au sein du parti et d'une lente réforme de l'État, et ne saurait être réduite à sa seule, mais néanmoins grande, habileté à jouer de ses différentes appartenances identitaires dans le cadre du fédéralisme ethnique. Sa nomination révèle ainsi publiquement les tensions idéologiques qui agitaient depuis une petite dizaine d'années la coalition EPRDF. Elle semble

29. C'est particulièrement le cas dans les zones frontalières entre le pays borana et la région Somali. Voir A. Kefale, « Federal Restructuring in Ethiopia: Renegotiating Identity and Borders along the Oromo-Somali Ethnic Frontiers », *Development and Change*, vol. 41, n° 4, 2010, p. 615-635.

30. J.-N. Bach, « L'Éthiopie après Meles Zenawi... », art. cité.

annoncer la victoire de la ligne réformatrice prônant l'accélération de l'entrée dans l'économie de marché – davantage comprise comme une pratique néolibérale que comme une libéralisation de l'économie – et tolérant une certaine libéralisation politique.

Abiy Ahmed: l'homme de la situation ou le produit d'un système en crise

Quarantenaire souriant, énergique, anglophone, aux poignées de mains franches et aux déclarations volontaristes : le lectorat français reconnaîtra en Abiy Ahmed, le nouveau Premier ministre éthiopien, des traits déjà popularisés par Justin Trudeau ou Emmanuel Macron. Son amharique est truffé de nombreux néologismes et anglicismes empruntés au vocabulaire du management. Abiy reproduit en cela des traits de la personnalité publique du défunt Meles Zenawi, la légitimité d'une thèse de doctorat remplaçant celle de la lutte armée et de la culture marxiste. Avant d'en connaître plus sur son parcours et sa personnalité, les médias se sont longtemps contentés de souligner ses affiliations identitaires, faisant de lui le parfait candidat à la primature dans un système ethno-fédéral à bout de souffle. Né près de Jimma d'un père oromo musulman et d'une mère amhara chrétienne orthodoxe, Abiy Ahmed est pentecôtiste. Il parle couramment oromo, amharique, anglais et tigrigna, et sait faire bon usage politique de ces compétences linguistiques, parlant tigrigna lors de discours à Meqellé ou dans un message à destination du président érythréen Issayas Afeworki³¹. Il aurait appris cette langue au contact des combattants tigréens, pendant la lutte contre le Derg, alors qu'il venait de s'engager dans une OPDO encore embryonnaire et largement noyauté par les Tigréens.

À la chute du Derg, le jeune Abiy – qui abandonna son prénom originel, Abyot (« révolution ») pour un Abiy moins marqué par l'idéologie de son temps – poursuivit sa carrière dans les forces armées, comme officier de renseignement. Il profita des opportunités d'éducation offertes par l'armée, devenant ingénieur informaticien, puis obtenant en 2005 un diplôme de cryptographie d'une université de Pretoria. Ses compétences en communication et en renseignement militaire furent mises à contribution au Rwanda lors d'une mission de maintien de la paix, puis lors de la guerre contre l'Érythrée (1998-2000). Au sein de l'armée, il a participé à la création d'une agence de

31. Voir « Les remerciements du Premier ministre Abiy Ahmed en tigrigna au président érythréen Issayas Afeworki » [en ligne], [m/ጣ, ኣብይ ኣህመድ ከፍተኛ ምስጋና ባትጣርኛ ለኤርትራው ፕሬዚዳንት ኣለያስ ኣረመርቲ], <<https://www.youtube.com/watch?v=V-jmtcmrmkA>>, consulté le 13 septembre 2018.

surveillance et de censure de l'Internet éthiopien (l'Information Network and Security Agency), dont il fut directeur adjoint de 2007 à 2010, date à laquelle il quitta l'armée. Ce départ coïncide avec son engagement politique, Abiy devenant député en 2010 à la chambre basse tout en poursuivant des études de management à l'International Leadership Institute d'Addis-Abeba. En 2011 puis 2013, il obtint des diplômes de management en partenariat avec des universités étrangères, dont l'université de Greenwich à Londres.

À partir de 2010, le jeune député fut très actif dans la résolution des conflits confessionnels qui ensanglantèrent les villes d'Agaro, Beshasha et Jimma. C'est sur la base de cette expérience qu'Abiy Ahmed écrivit sa thèse de doctorat, soutenu en 2017 à l'Institute for Peace and Security Studies d'Addis-Abeba. Son ascension politique repose en grande partie sur ce rôle de médiateur et pacificateur des conflits religieux, qu'il a su mettre à profit pour acquérir une légitimité académique et politique.

Ces éclairages permettent de comprendre comment il a pu s'imposer avec autant d'évidence comme Premier ministre, sachant mettre en avant ses différentes attaches identitaires au gré des situations. Oromo mais de mère amhara, chrétien mais de père musulman, ayant une carrière militaire de nature à rassurer *l'establishment* tigréen, une expérience de résolutions des conflits, les diplômes de management asseyant sa légitimité en tant que leader, et une expérience académique et militaire internationale, l'homme est, pour le sens commun, davantage à la hauteur de la fonction qu'un Hailemariam Dessalegn, longtemps considéré comme un bureaucrate peu astucieux et inféodé aux élites tigréennes.

Compromis croisés et assimilations réciproques des élites au sein de l'EPRDF

L'arrivée d'Abiy à la primature marque des revirements d'ampleur dans les structures du parti. Bien que toujours hégémonique, le parti ne parvient plus en 2018 à maintenir ensemble les différentes factions qui le composent. Les manifestations en Oromia ont donné lieu à l'émergence d'une nouvelle élite oromo, sachant rallier à son profit les sentiments antigouvernementaux de la jeunesse. Lemma Megersa et Abiy Ahmed sont les têtes de pont de cette élite qui, en faisant leurs revendications contre le *Master Plan* et les accaparements fonciers, en multipliant les visites à la campagne et en faisant adopter quelques mesures économiques symboliques au niveau local, a su en quelques mois relégitimer une OPDO très largement discréditée jusqu'alors.

Abiy est le militant sur lequel les différentes factions de l'EPRDF ont pu se mettre d'accord, et il faut lire les premières mesures prises une fois à la primature à cette lumière. D'une part, il a été porté par un mouvement de contestation du pouvoir en place, dont il a lui-même dénoncé les excès de la répression. La libération des prisonniers politiques, l'ouverture d'un dialogue politique national avec l'opposition et la mise à la retraite de nombre de conseillers et de responsables de l'ancienne garde du parti, dont nombre de Tigréens, renvoie à cette position de leader oromo qu'il a adoptée. La constitution d'un cabinet où des Oromo occupent des postes clés comme les Affaires étrangères (Workneh Gebeyehu), la Défense (Motuma Mekassa), la Justice (Berhanu Tsegaye) ou les Douanes (Umer Hussein) est interprétée par beaucoup comme un renversement d'une domination tigréenne par une nouvelle domination, oromo. D'autre part, Abiy est le produit d'une institution centrale de la République fédérale démocratique, l'armée, et s'est constitué une légitimité politique solide dans les instances partisans. C'est ainsi qu'il peut opérer un changement d'état-major sans rencontrer trop d'oppositions. De même, le démantèlement de l'économie parapublique éthiopienne promet d'affaiblir la puissance financière des milieux d'affaires tigréens historiquement très proches du régime.

Les démarches d'Abiy en vue de l'application des accords d'Alger et de la paix avec l'Érythrée semblent en revanche davantage significatives sur la portée de la défaite pour la vieille garde ethno-nationaliste du Front populaire de libération du Tigray (Tigray People's Liberation Front, TPLF), noyau de l'EPRDF. En effet, l'application des accords entraîne l'abandon au voisin du Nord du village frontière de Badme, au nom duquel plusieurs dizaines de milliers de jeunes sont morts en 1998-2000. C'est d'ailleurs en contestation de cette décision qu'ont eu lieu des manifestations d'opposition à Abiy dans plusieurs villes du Tigray. Les conséquences économiques potentielles de l'ouverture de la frontière éthio-érythréenne ne doivent cependant pas être sous-estimées et peuvent expliquer qu'une partie des membres du TPLF se soient finalement ralliés à l'idée d'un réchauffement des relations avec l'Érythrée. Les investisseurs internationaux pourraient profiter de la sortie de cet état de «ni guerre ni paix», et le Tigray retrouverait alors sa position d'étape obligée pour les convois marchands à destination et en provenance du port d'Assab – un projet dont on discute depuis longtemps dans les milieux d'affaires du Tigray. Surtout, le réchauffement potentiel entre l'Éthiopie et l'Érythrée pourrait être le signe d'une activité diplomatique intense de l'Arabie saoudite et de ses alliés, ces derniers ayant multiplié les contacts avec une Érythrée très utile dans le cadre de leur guerre au Yémen. La visite du prince héritier des Émirats arabes unis et l'annonce d'un versement de 3 milliards de dollars d'aide et d'investissements à l'Éthiopie, dont un milliard de devises

versées directement dans les coffres de la banque centrale, laissent penser que les pays du Golfe n'ont pas été inactifs dans ce processus³².

Les récentes déclarations du Premier ministre, notamment lors de la manifestation organisée pour le soutenir le 23 juin, questionnent publiquement, et pour la première fois, le système ethno-fédéral : « Construire un pays libre et construire un peuple libre, c'est différent. Si, dans un pays libre, le peuple ne l'est pas, où est la liberté ? Si les limites des *killil* sont des frontières, si nous abandonnons les ponts qui nous unissent pour construire des murs qui nous séparent, quels sont le sens et l'utilité de millénaires d'indépendance ? Si nous avons peur de parler et d'écrire, de nous rassembler et de nous déplacer, si nous nous cachons, quel est le sens de nos millénaires de liberté ? Si une ethnie dit de l'autre "Ne viens pas ici, va-t'en, cette partie de l'Éthiopie est la mienne, pas la tienne!", alors qu'est-ce que les colonisateurs ont fait de pire ?!³³ ». Ces propos, impensables pour un Premier ministre de l'EPRDF, furent prononcés devant un parterre où flottaient de nombreux drapeaux de l'Éthiopie pré-EPRDF. Surtout, ils étaient noyés dans un discours aux accents nationalistes très nets, où l'amour du pays était érigé en valeur primordiale et où les « L'Éthiopie d'abord » d'un Mengistu Hailemariam étaient remplacés par des « Que l'Éthiopie soit éternelle ! ».

Libéralisation économique tous azimuts

Au final, les élites du TPLF, et notamment sa vieille garde, semblent sortir défaites des évolutions en cours. Il reste à voir qui sortira gagnant des privatisations annoncées : quelle fraction des élites profitera de l'ouverture du capital de Metec, d'Ethiopian Airlines, d'Ethiotelecom, et des nombreux hôtels que le gouvernement a pour projet de privatiser ? Il n'est pas à exclure que s'y recyclent d'anciens cadres, ou que les nouveaux barons de l'OPDO profitent de cette position de chevauchement.

Au niveau le plus local, les déclarations du nouveau Premier ministre ne font que reconnaître une libéralisation déjà amorcée. Le pendant économique de cette libéralisation semble déjà acté et en marche, de nombreuses mesures « pro-marché » ayant été adoptées avant même l'arrivée d'Abiy. Depuis peu, la tutelle étatique, qui entravait jusqu'alors la pleine libéralisation de l'économie

32. Voir « UAE to Give Ethiopia \$USD 3 Billion in Aid and Investments » [en ligne], *Reuters*, 15 juin 2018, <<https://af.reuters.com/article/investingNews/idAFKBN1JC07G-OZABS>>, consulté le 13 septembre 2018.

33. Voir « Dr Abiy Ahmed Mesqel Adebabay » [en ligne, en amharique], <<https://www.youtube.com/watch?v=agSPACIp9Q0>>, consulté le 13 septembre 2018.

Conjoncture

éthiopienne, ne s'affaiblit pas mais se transforme, accusant toujours plus le virage néolibéral du gouvernement. La distribution d'engrais va ainsi être petit à petit transférée à des agents privés, alors qu'il s'agissait jusque-là d'un outil très efficace pour le contrôle politique³⁴ et la structuration du système bancaire. En 2016 déjà, les autorités de la région Amhara avaient cessé de vendre de l'engrais à crédit aux paysans, la généralisation de l'accès à la micro-finance dispensant désormais d'en imposer le recours aux paysanneries. Mais l'alignement de la gestion publique sur le libéralisme économique a révélé quelques failles. Le recours massif au crédit pour des populations non solvables accroît la dette des bailleurs, en l'occurrence les gouvernements des *killil*. Par ailleurs, sur financement des bailleurs extérieurs, de gros programmes de développement militent pour la mise en place d'un marché foncier plus fluide, fut-il locatif, dans les campagnes éthiopiennes³⁵. Dans les bureaux de ces projets comme dans les administrations, l'idée d'une privatisation des terres, qui reviendrait sur la réforme agraire de 1975, est de plus en plus souvent évoquée. Dès à présent, la pratique du *lease* (bail public sur une longue durée), dans les campagnes et surtout dans les villes, favorise déjà une privatisation du foncier et se caractérise par un retour de la concentration foncière. De telles évolutions ont à coup sûr pour effet d'augmenter les inégalités. Jusqu'à présent, les possibilités d'investissement, en ville comme à la campagne, étaient très largement corrélées à l'adhésion au parti et à la participation aux activités politiques et partisans.

Il reste à savoir si les ouvertures prônées par Abiy auront pour effet de relâcher l'hégémonie de l'EPRDF, ce qui semblait difficilement envisageable il y a quelques mois³⁶. Les autorités des échelons administratifs locaux (*qebelé*, *wereda*) vont-elles ainsi faire preuve de moins de suspicion politique dans l'octroi des permis d'investissement, de commerce ou de construction destinés aux citoyens désireux d'accéder aux possibilités offertes par l'ouverture marchande? Et la corruption va-t-elle faciliter ces nouveaux ajustements? Assurer un emploi aux jeunes néo-urbains et aux diplômés des universités, dans un contexte où la proportion du secteur public dans l'emploi total est appelée à baisser, va être l'un des principaux défis de l'équipe dirigeante.

34. S. Planel, « Du bon usage de l'engrais en politique. Introduction à la modernisation agricole en Éthiopie », *Annales d'Éthiopie*, vol. 27, 2012, p. 261-279; S. Planel, « A View of a Bureaucratic Developmental State: Local Governance and Agricultural Extension in Rural Ethiopia », *Journal of Eastern African Studies*, vol. 8, n° 3, 2014, p. 420-437.

35. Les « *components* » intitulés « *Market for the Poor* » présents dans nombre de projets de développement financés par la coopération européenne et la Banque mondiale témoignent bien de leur contenu idéologique.

36. R. Lefort, « La crise de l'EPRDF: "Devenir inclusif!" », *Politique africaine*, n° 142, 2016, p. 121-144.

L'enjeu est aussi de décourager les candidats à l'émigration, les violences subies par les Éthiopien(ne)s en Libye ou dans le Golfe étant devenus un enjeu de débat politique de premier plan dans le pays. Certaines des mesures adoptées en Oromia et en Amhara pour calmer la contestation sont en contradiction forte avec le discours d'ouverture libérale et d'appel aux investisseurs internationaux prôné par Abiy Ahmed. L'assassinat du directeur-pays de Dangote Cement, le 16 mai 2018, illustre bien ces tensions : alors que les coopératives de jeunes de l'Oromia avaient obtenu le monopole de la livraison de sable et de matières premières au géant nigérian du ciment qui avait été durement attaqué pendant les manifestations en 2016-2017, l'empiètement de l'industrie sur les terres locales et l'incapacité à fournir un emploi à tous les jeunes des environs ont vite mené à des nouvelles tensions³⁷. L'exemple est particulièrement révélateur des tensions induites par la libéralisation de l'encadrement partisan, car les contingences économiques nationales (chômage, inflation, faiblesse du tissu industriel) font qu'il est encore difficile de garantir la conversion des membres des associations de jeunes occupés au revêtement des routes en nouveaux investisseurs urbains « premiers de cordée ». Il ne s'agit pas simplement de pourvoir en emplois des classes d'âge, mais de proposer des emplois socialement acceptables³⁸, et de remodeler ainsi la société à la hauteur du nouveau projet politique.

L'avènement d'Abiy est l'aboutissement de dynamiques et de stratégies largement amorcées par Meles Zenawi, qui enrobait pourtant ses mesures économiques pro-marchés d'un discours pourfendant le « néolibéralisme » au nom d'un modèle d'État développemental mieux adapté à la réalité éthiopienne. Aujourd'hui, s'il est clair qu'Abiy œuvre avant tout à une mise aux normes de l'environnement économique et politique éthiopien en vue notamment d'améliorer son attractivité pour les investisseurs, étrangers comme nationaux, rien ne laisse entendre que le pilotage étatique diminuerait au profit d'un changement de politique économique plus libéral que proprement néolibéral. À l'heure où les mobilisations identitaires encouragées par le système ethno-fédéral font craindre des violences accrues, Abiy travaille à hisser l'Éthiopie au rang des puissances émergentes et semble prendre ses distances vis-à-vis de l'État développemental et de la « démocratie révolutionnaire ».

37. Pour un autre exemple d'un monopole local accordé aux coopératives de jeunes, voir R. Lefort, « Armanya : l'oignon, le *masho*, la bonne, le "koulak" et le prolétaire », *EchoGéo*, vol. 31, 2015, p. 1-11.

38. D. Mains, *Hope is Cut...*, *op. cit.*

Il s'agit de transformer l'atout démographique que représente un pays de plus de 100 millions d'habitants en un marché solvable, et ce de façon volontariste, par l'action publique davantage que par les seuls mécanismes du marché. Dans le feu d'artifice des annonces du Premier ministre, il faudra scruter quelques mesures phares, en particulier en ce qui concerne l'évolution du micro-crédit pour les moins riches, la maîtrise ou la réduction du taux de chômage dans les villes – et particulièrement celui des jeunes hommes – et le contrôle de l'inflation dans une économie qui accuse un déficit extérieur prononcé.

Car les perceptions populaires de l'action du Premier ministre et du nouvel EPRDF se jouent également dans ces performances économiques, non pas en termes d'indicateurs macroéconomiques, mais bien de coût réel de la vie. À ce titre, les premiers mois de la primature Abiy n'ont pas su enrayer l'inflation du prix du pain, qui atteint maintenant 3 birrs à Addis-Abeba, quand on l'achetait encore 1 birr l'an passé.

À l'heure où nous éditons cet article (septembre 2018), la dimension identitaire des tensions politiques s'épaissit d'une manière inquiétante, Addis-Abeba et ses environs étant frappés par une succession de massacres localisés et de manifestations réprimées appelant le gouvernement à assurer la sécurité de tous³⁹. Les manifestants de la capitale reprochent maintenant à Abiy Ahmed une certaine complaisance avec les meurtriers présumés, des milices de jeunes Oromo héritées du mouvement de contestation de 2014-2016. En région, tout porte à croire que les affrontements interethniques récents donnent suite à un nouvel engrenage de mobilisations identitaires rassemblant des jeunes et levant des fonds, confirmant l'essoufflement du modèle ethno-fédéral. En ce début d'année 2011 du calendrier éthiopien, l'état de grâce est fini pour Abiy Ahmed ■

Mehdi Labzaé

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Sabine Planel

Institut de recherche pour le développement (IRD),

Institut des mondes africains (Imaf)

39. Voir « Radicalized Oromo Ethno-Nationalists Allegedly Massacred 60 Ethiopians near Addis Ababa » [en ligne], *Borkena*, 16 septembre 2018, <<https://www.borkena.com/2018/09/16/oromo-ethno-nationalists-massacred-at-least-60-ethiopians/>> consulté le 19 septembre 2018; « Five Die, Bombs Apprehended in Addis Ababa's Demonstration » [en ligne], *Reporter*, 17 septembre 2018, <<https://www.thereporterethiopia.com/article/five-die-bombs-apprehended-addis-ababas-demonstration/>>, consulté le 19 septembre 2018.